

Questions orales

La députée se souviendra sûrement que les ministères fédéraux dépensent environ 15 milliards de dollars par année. Nous aimerions faire davantage, et nous n'y manquerons pas d'ailleurs. J'ai déjà annoncé que nous espérons présenter une stratégie gouvernementale à ce sujet d'ici la fin de l'année. Nous aurons besoin de l'aide de tous les Canadiens.

À mon avis, les Canadiens comprennent que, pour pouvoir offrir des services aux enfants, nous devons créer des ressources. J'invite donc ma collègue à m'aider à trouver les ressources qui assureront une saine économie d'un océan à l'autre.

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, en période de difficultés économiques, ce sont les enfants qui doivent être les derniers touchés.

Il y a un an, le premier ministre a déclaré au Sommet mondial en faveur des enfants, à l'ONU, que le Canada éprouvait encore de graves problèmes qui touchaient les enfants à bien des égards.

Ce matin, sur la colline du Parlement, quelque 500 représentants du symposium de l'enfance ont dit aux députés que la pauvreté chez les enfants était un scandale national au Canada.

Comme un programme national de garderies est un élément crucial de toute stratégie de lutte contre la pauvreté chez les enfants, quand le gouvernement finira-t-il par tenir la promesse qu'il a faite il y a des années?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je veux répéter à mon collègue ce que j'ai dit à son prédécesseur, à savoir que le gouvernement s'est engagé depuis longtemps à s'occuper des problèmes concernant les enfants, non seulement de la question des garderies, mais également de tout le problème de l'abus sexuel chez les enfants, de la violence familiale et des problèmes de décrocheurs dans les écoles. Je pense qu'il s'agit d'un problème global.

Le gouvernement a, jusqu'à nouvel ordre, en fonction des ressources dont il dispose, alloué le plus possible de ses ressources et il s'est également engagé à faire davantage dans l'avenir. Mais ceci ne peut se faire, monsieur le Président. . . Comme je l'ai dit aux groupes, ce matin, j'ai refusé de faire des promesses, parce que je pense que tout cela dépend de la capacité que nous avons de générer les ressources nécessaires. Et comme je l'ai dit, —parce qu'on me demandait de ne pas parler de taux d'intérêt—quand les taux d'intérêt sont à 25 p. 100, il n'y a pas de ressources pour s'occuper des enfants du Canada.

[Traduction]

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, le gouvernement connaissait ses moyens lorsqu'il

a promis des garderies, il y a six ans et plusieurs fois encore par la suite, mais il n'a pas tenu parole.

Une autre triste réalité, c'est que les enfants autochtones au Canada vivent dans des conditions horribles sur le plan de la santé et du point de vue social. Le nombre des décès de jeunes enfants et des suicides est extrêmement élevé.

Qu'est-ce que le ministre est disposé à faire dès aujourd'hui pour éliminer ces problèmes inquiétants? Est-il prêt à sacrifier une génération d'enfants?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion et même la chance de me rendre dans beaucoup de réserves au Canada, notamment dans la province du député.

Je suis tout à fait d'accord avec le député pour dire que, lorsqu'un problème se pose chez les blancs, ce problème est encore plus grave chez les autochtones, et cela est vrai dans tout le pays. C'est pourquoi la Direction générale des services médicaux de mon ministère travaille en étroite collaboration avec les chefs des premières nations.

J'ai invité les ministres de la Santé de toutes les provinces à se joindre à moi pour une réunion à Winnipeg, en septembre dernier, avec les dirigeants des collectivités autochtones. Il s'agissait de trouver le moyen de résoudre les problèmes de santé des enfants—sans oublier les adultes, mais l'accent était mis sur les enfants. Encore une fois, notre action doit tenir compte des limites de nos ressources. Je ne demande pas mieux que de continuer à travailler avec les dirigeants autochtones pour accorder toute l'aide possible aux enfants autochtones du Canada.

* * *

L'AFRIQUE DU SUD

M. Girve Fretz (Erie): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

L'Afrique du Sud a fait des progrès considérables dans le démantèlement de l'apartheid et il est peut-être temps, maintenant, d'envisager la reprise de relations commerciales normales avec ce pays. Ma question est la suivante: Quand le gouvernement lèvera-t-il les sanctions commerciales?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je suis très heureuse de pouvoir dire, pour commencer, que grâce aux efforts que le gouvernement a faits au sein du Commonwealth, les sanctions contre l'Afrique du Sud ont été efficaces.

À la suite des progrès réalisés en Afrique du Sud, la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui s'est réunie il y a deux semaines, a accepté de lever immédiatement les sanctions qui s'adressent aux individus, ce que le Canada a déjà fait.